



HALTE À LA PANDÉMIE LIBÉRALE !

Si le 1^{er} mai prochain, la fête internationale des travailleurs aura une saveur particulière en raison du confinement, les motifs du mécontentement social demeurent nombreux.

La crise sanitaire ne doit pas faire oublier la crise sociale en cours. Elle ne doit pas non plus l'accentuer.

La journée internationale des travailleurs fut instaurée à l'origine comme journée annuelle de grève, notamment pour revendiquer la journée de 8 heures. Elle devint ensuite, au XX^{ème} siècle, une journée de lutte et de célébration des combats des travailleurs.

Elle conserve donc tout son sens en cette période inédite, tant le patronat et le Gouvernement semblent vouloir poursuivre leur stratégie de casse des droits sociaux, en prenant comme prétexte la crise sanitaire.

Des désaccords profonds existaient avant le confinement. Ils demeurent. Ainsi, le Gouvernement a profité de la propagation du virus pour dégainer des ordonnances afin d'augmenter la durée maximale hebdomadaire et rogner sur les congés et repos des salariés.

L'instauration massive du télétravail et du chômage partiel sont, par ailleurs, deux éléments supplémentaires permettant d'instaurer une autre façon de produire, tout en utilisant les salariés en fonction d'impératifs économiques.

D'ailleurs, les profits que les entreprises s'appêtent à verser aux actionnaires du CAC 40 viennent démontrer le fond de l'idéologie libérale (53 milliards d'euros, soit +6 % depuis 2019).

Ce principe continue de rimer avec austérité, dumping social et casse des services publics. En parallèle, le Gouvernement n'abandonne pas ses réformes régressives et reviendra sans doute très vite à la charge sur son projet de retraite par points, pourtant largement contesté et dont on matérialise tous les dangers en temps de crise, telle que celle que nous vivons.

À LA SNCF

La direction n'est pas en reste. Alors que le Président de l'entreprise exhorte solennellement ses homologues à poursuivre le télétravail à grand renfort de dépêches AFP, les cheminots subissent les mêmes attaques que les autres salariés. Ils ont les mêmes interrogations quant aux protections sanitaires qui leur seront accordées, les mêmes critiques à l'égard du vol de leurs repos, du chômage partiel, du télétravail contraint.



À cela vient s'ajouter la structuration de l'entreprise qui, depuis le 1^{er} janvier, est éclatée en SA, ne permet plus la transversalité nécessaire, engendre confusion sur les lieux de décisions et interprétations divergentes selon les dirigeants.

Pendant ce temps, les cheminots s'apprêtent à subir une 6^{ème} année de gel des salaires si rien n'est fait !

**LES SUJETS DE MÉCONTENTEMENT NE MANQUENT PAS
POUR LES CHEMINOTS DE LA SNCF
COMME CEUX DES ENTREPRISES FERROVIAIRES PRIVÉES !
FAISONS-LE SAVOIR !**

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Partout dans le monde, les travailleurs subissent de plein fouet les choix dévastateurs que portent les VRP de l'ultra-libéralisme. Partout, les salariés se battent, parfois dans des conditions extrêmes, y compris au péril de leur vie.

C'est pourquoi, fière de sa tradition internationaliste, la CGT condamne sans réserve les attaques incessantes de l'ultra-libéralisme débridé ainsi que les blocus opérés à l'encontre des peuples, tels qu'à Cuba par exemple.

Sortir de la crise et stopper la casse, c'est aussi envisager nos combats au-delà de notre seule entreprise, de notre seul pays. Si leurs cultures sont différentes, les intérêts des travailleurs sont communs.

Ce 1^{er} mai ne devra donc pas déroger à la règle : manifestons, par tous les moyens compatibles avec le confinement, l'expression de nos attentes, en apposant des banderoles, des pancartes sur nos balcons, en envahissant les réseaux sociaux afin d'afficher nos revendications individuelles et collectives !

LE 1^{ER} MAI(S), PAS LE DERNIER !

